



N° 2026_BU_020

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU BUREAU**

L'an deux mille vingt-six, le Jeudi 5 Février, à dix-huit heures, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de réunion du siège social à Moulins-Engilbert sous la Présidence de Serge CAILLOT.

Présents :

Serge CAILLOT, Antoine-Audoine MAGGIAR, Annick BERTRAND, Didier BOURLON, Pierre TISSIER-MARLOT, Jean-Christophe SAVE, Marie-Claire RANVIER (arrivée à 18h45), Dominique STRIESKA (arrivée à 18h25), Michel MARIE, David BONGARD, Serge DUCREUZOT (arrivé à 18h20)

Absents excusés : Jean-Paul LAMBOURG, Michel MULOT

Étaient également présents : Maëlle GRANGEON, DGS.

Secrétaire de séance : Jean-Christophe SAVE

Envoyé en préfecture le 24/02/2026

Reçu en préfecture le 24/02/2026

Publié le

ID : 058-200067882-20260205-2026_BU_020-DE

S²LO

Nombre de membres :

- Afférents au bureau communautaire : 13
- Présents : 11
- Procurations : 0
- Qui ont pris part aux délibérations : 11

GEMAPI

GEMAPI – Convention de mise en œuvre commune dans le cadre du PALAB

N° 2026_BU_020

Monsieur le Président explique que la Communauté de communes Bazois Loire Morvan fait partie du contrat territorial sur le périmètre de la Loire Auvergne Bourguignonne depuis 2022. Ce contrat porte sur 6 ans en 2 périodes de 3 ans. Un bilan a été réalisé en 2025 sur le premier cycle : 2022-2024 et a montré qu'il pouvait être poursuivi pour 3 ans supplémentaires. Cette prolongation se décalera d'un an étant donnée l'absence d'agent coordonnateur une partie de l'année 2025. Il est donc proposé de participer au nouveau format de « Contrat territorial » qui s'appelle à présent « Accord de Territoire » pour la période 2026-2028.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu les lois de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPAM) du 27 janvier 2014 et de Nouvelle Organisation du Territoire de la République (NOTRe) du 7 août 2015 rendant obligatoire l'exercice de la compétence de Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) aux EPCI-FP au 1^{er} janvier 2018,

Vu les statuts de la Communauté de communes Bazois Loire Morvan,

Vu les statuts de l'Etablissement public Loire,

.../...

Considérant l'état des lieux et le diagnostic général, réalisé en 2019 par les Conservatoire d'Espaces naturels de l'Allier et de Bourgogne, ainsi que la stratégie de territoire de la Plaine Alluviale de la Loire Auvergnobourguignonne établie pour permettre de répondre aux altérations des masses d'eau identifiées,

Considérant le bilan du premier cycle du Contrat Territorial de la Plaine Alluviale de la Loire Auvergnobourguignonne 2022-2024,

Considérant que cette stratégie de territoire doit être poursuivie et achevée au travers d'un Accord de Territoire remplaçant de terme de Contrat Territorial pour la période 2026-2028,

Considérant le fait que l'Etablissement public Loire est le porteur de cette démarche territoriale et s'engage à assurer la maîtrise d'ouvrage de l'animation, de la communication, d'opérations de concertation sur la mise en place d'une gestion raisonnée et équilibrée de la ressource en eau, de la formation des élus aux enjeux eau et milieux aquatiques, au portage d'une étude bilan, d'une étude d'aide à l'organisation territoriale (étude de gouvernance), d'une étude de suivi de la dynamique fluviale de la Loire et à la protection réglementaire de l'espace de mobilité admis de la Loire,

Considérant que l'Etablissement public Loire s'engage comme coordinateur et facilitateur de la démarche territoriale, mais ne dispose pas de moyens pour couvrir les restes à charge et le risque financier et technique avant la notification d'une étude ou l'embauche d'un agent qui serait chargé de piloter cette dernière sur plusieurs années,

Considérant le compte-rendu du Comité de Pilotage du 4 décembre 2025, présentant le programme d'actions relatif à l'accord de territoire 2026-2028,

Après en avoir délibéré, le bureau communautaire, à l'unanimité,

- **approuve le portage de l'Accord de Territoire (AdT) 2026-2028 par l'Etablissement public Loire ;**
- **approuve la convention 2026-2028 de mise en œuvre commune de l'Accord de Territoire (anciennement Contrat Territorial) de la Plaine Alluviale de la Loire Auvergnobourguignonne dont le financement du reste à charge est réparti entre les EPCI-FP selon la clé de répartition révisée. Cette convention prendra effet au 1^{er} janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2028 et intègre les dépenses relatives à :**
 - **L'animation et aux frais de fonctionnement ;**
 - **La communication autour de l'Accord de Territoire ;**
 - **La formation des élus aux enjeux eaux et milieux aquatiques ;**
 - **La concertation autour de la gestion raisonnée et équilibrée de la ressource en eau ;**
 - **L'étude d'aide à l'organisation territoriale (étude de gouvernance) ;**
 - **L'étude bilan de fin de stratégie territoriale 2022-2028 ;**
 - **L'étude de suivi de l'évolution de la dynamique fluviale ;**
 - **La protection réglementaire de l'espace de mobilité admis de la Loire.**
- **acte le fait que les montants inscrits dans cette convention sont prévisionnels et donnés à titre indicatif. Ces montants pourront être réajustés en fonction des dépenses réelles et des subventions effectivement obtenues ;**

Envoyé en préfecture le 24/02/2026

Reçu en préfecture le 24/02/2026

Publié le

ID : 058-200067882-20260205-2026_BU_020-DE



.../...

- autorise le président à signer la convention de mise en œuvre commune de l'Accord de Territoire et tous documents afférents ;
- autorise, sous réserve de présentation de justificatifs, le versement des participations annuelles à l'Etablissement public Loire selon les modalités prévues dans la convention ;
- décide d'inscrire les crédits correspondants aux budgets pour les exercices concernés.

Envoyé en préfecture le 24/02/2026

Reçu en préfecture le 24/02/2026

Publié le

ID : 058-200067882-20260205-2026_BU_020-DE




Le Secrétaire de Séance,
Jean-Christophe SAVE.



Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 5 Février 2026


Le Président,
Serge CAILLOT.



CONVENTION 2026-2028 DE MISE EN ŒUVRE COMMUNE

ACCORD DE TERRITOIRE DE LA PLAINE ALLUVIALE DE LA LOIRE AUVERGNO-BOURGUIGNONNE

Entre :

La communauté d'agglomération de Moulins Communauté représenté par M. PERISSOL Pierre-André, agissant en tant que Président, conformément à la délibération de l'assemblée délibérante en date du 15 juillet 2020,

La communauté d'agglomération de Nevers représenté par M. THURIOT Denis, agissant en tant que Président, conformément à la délibération de l'assemblée délibérante en date du 11 juillet 2020,

La communauté de communes Bazois Loire Morvan représenté par M. CAILLOT Serge, agissant en tant que Président, conformément à la délibération de l'assemblée délibérante en date du 16 juillet 2020,

La communauté de communes Entr'Allier Besbre et Loire représenté par M. LITAUDON Roger agissant en tant que Président, conformément à la délibération de l'assemblée délibérante en date du 15 juillet 2020,

La communauté de communes Entre Arroux Loire et Somme représenté par M. LOTTE Dominique, agissant en tant que Président, conformément à la délibération de l'assemblée délibérante en date du 16 juillet 2020,

La communauté de communes Le Grand Charolais représenté par M. GORDAT Gérald, agissant en tant que Président, conformément à la délibération de l'assemblée délibérante en date du 09 novembre 2020,

La communauté de communes Loire et Allier représenté par M. GARCIA André, agissant en tant que Président, conformément à la délibération de l'assemblée délibérante en date du 06 juin 2020,

La communauté de communes Marcigny représenté par M. PROST Denis, agissant en tant que Président, conformément à la délibération de l'assemblée délibérante en date du 04 juin 2020,

La communauté de communes Nivernais Bourbonnais représenté par M. RIBET Yves, agissant en tant que Président, conformément à la délibération de l'assemblée délibérante en date du 10 juin 2020,

La communauté de communes du Canton de Semur en Brionnais représenté par M. CORDEIRO David, agissant en tant que Président, conformément à la délibération de l'assemblée délibérante en date du 15 juillet 2020,

La communauté de communes Sud Nivernais représenté par Mme ROY Régine, agissant en tant que Présidente, conformément à la délibération de l'assemblée délibérante en date du 16 juillet 2020,

Désignées ci-après par les cosignataires

ET :

L'Etablissement public Loire représenté par M. FRECHET Daniel, agissant en tant que Président, conformément à la délibération de l'assemblée délibérante en date du 17 mars 2022 désigné ci-après par le porteur de projet ou l'EP Loire,

Envoyé en préfecture le 24/02/2026

Reçu en préfecture le 24/02/2026

Publié le

ID : 058-200067882-20260205-2026_BU_020-DE

S²LO

D'une part,

D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :



PREAMBULE : CONTEXTE

1. Contexte hydrographique et administratif

Envoyé en préfecture le 24/02/2026

Reçu en préfecture le 24/02/2026

Publié le

ID : 058-200067882-20260205-2026_BU_020-DE

S²LOW

La démarche territoriale sur la Plaine Alluviale de la Loire auvergnobourguignonne (PALAB) a émergé grâce à l'investissement des Conservatoires d'Espaces Naturels de l'Allier et de Bourgogne. Ces derniers, avec l'appui de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne, ont réalisé l'état des lieux et le programme d'actions de la démarche PALAB entre 2017 et 2021. Cet état des lieux a permis d'identifier plusieurs enjeux de territoire avec notamment l'altération de la dynamique sédimentaire de la Loire et l'altération morphologique des milieux aquatiques de la Loire et de ses petits affluents directs. Une première stratégie territoriale élaborée initialement pour la période 2022-2027 a été enclenchée sur le territoire de l'axe Loire, et intégrant quelques petits affluents, sur la portion de Loire allant de la commune d'Iguerande (71340) en Saône-et-Loire, jusqu'au bec d'Allier côté Nièvre sur la commune de Marzy (58180) dans la Nièvre. Ainsi, ce territoire recoupe tout ou partie des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) suivants :

- Communauté d'agglomération Moulins Communauté ;
- Communauté d'agglomération Nevers Agglomération ;
- Communauté de communes Bazois Loire Morvan ;
- Communauté de communes Entr'Allier Besbre et Loire ;
- Communauté de communes Entre Arroux, Loire et Somme ;
- Communauté de communes Le Grand Charolais ;
- Communauté de communes Loire et Allier ;
- Communauté de communes de Marcigny ;
- Communauté de communes du Nivernais Bourbonnais ;
- Communauté de communes de Semur-en-Brionnais ;
- Communauté de communes Sud Nivernais.

Cf. annexe 1 : Carte du périmètre du Contrat territorial et des territoires des EPCI concernés

2. La stratégie de territoire et ses outils

Les démarches Territoriales de restauration des milieux aquatiques, initiées pour répondre à l'objectif d'atteinte du bon état écologique (Directive Cadre Européenne sur l'Eau ou DCE n°2000/60/CE), font l'objet d'un outil d'engagement et de financement proposé par l'Agence de l'Eau Loire Bretagne.

Ces démarches nécessitent la définition d'une stratégie territoriale sur 6 ans sur lesquels des périodes de contractualisation ou d'engagement sur 3 ans sont prises entre l'Agence de l'Eau Loire Bretagne, le porteur de la démarche et les maîtres d'ouvrages opérationnels d'actions. Ces périodes d'engagement sur 3 années prenaient anciennement le nom de Contrat Territorial (CT). Avec l'adoption du 12^{ème} programme de financement de l'Agence de l'Eau 2025-2030, ce terme a été remplacé par Accord Territorial (AT) ou Accord de Territoire (AdT).

Ce cadre d'engagement permet d'accéder à des aides spécifiques de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne sous la forme de subvention. Ces financements peuvent être complétés par des subventions attribuées par l'Europe (FEDER Loire, FEDER Régionaux), le(s) Département(s) et/ou la (les) Région(s).



3. Démarche territoriale PALAB

Comme évoqué précédemment, la première stratégie territoriale de la Plaine Alluviale de la Loire Auvergn-Bourguignonne, élaborée initialement pour la période 2022-2027, s'est concrétisée avec la signature d'un premier contrat territorial pour la période 2022-2024. Puis, l'année 2025 a été consacrée à la réactivation de la démarche territoriale avec l'élaboration d'un bilan du premier contrat territoire et la réactualisation d'un programme d'action pour permettre la signature d'un Accord de Territoire pour la période 2026-2028.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Dans un souci de cohérence hydrogéographique et d'efficacité opérationnelle, les différents EPCI concernés souhaitent s'associer pleinement et mettre en œuvre, de façon commune, l'accord de territoire de la Plaine Alluviale de la Loire Auvergn-Bourguignonne.

L'enjeu de cette convention de mise en œuvre commune concerne l'engagement de l'ensemble des cosignataires au financement partagé du poste d'animation, aux opérations de communication globales, aux démarches de concertation globales et aux études globales de territoire.

Tout en assurant leurs responsabilités relatives à la compétence GEMAPI sur leur territoire du contrat (Cf. annexe 1), les EPCI concernés confient à l'EP Loire le rôle de structure coordonnatrice.

La présente convention ne porte pas sur les modalités d'exercice et de gestion de ladite « compétence GEMAPI » qui reste pleinement de l'entière responsabilité de chaque EPCI.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DU COORDONNATEUR

Les cosignataires décident de confier à l'EP Loire, qui l'accepte, le soin de coordonner la mise en œuvre du contrat territorial en leur nom et pour leur compte.

ARTICLE 3 : ATTRIBUTIONS DES PARTIES

La présente convention de mise en œuvre commune doit s'entendre comme un partenariat vertueux afin de mener de façon cohérente la mise en œuvre du contrat.

La structure porteuse n'a pas les moyens de couvrir les restes à charge et ne peut plus couvrir le risque financier et technique avant la notification d'une étude ou le recrutement d'un agent qui serait chargé de piloter cette dernière sur plusieurs années. A ce titre, l'EP Loire n'est tenu envers les cosignataires, que de la bonne exécution des attributions dont il a été chargé et reprises ci-après.

L'animation générale de la mise en œuvre de l'Accord de Territoire est réalisée par un(e) chargé(e) dédié(e) mis(e) à disposition par l'EP Loire. Cet agent, installé dans les locaux de l'Agglomération de Nevers, a pour mission l'animation de la mise en œuvre et du suivi de l'ensemble du programme d'actions, l'animation des comités de pilotage et comités techniques, l'évaluation à mi-parcours et contribuera à l'étude bilan de fin de contrat. Il jouera un rôle de coordination avec les maîtres d'ouvrages du contrat.

Envoyé en préfecture le 24/02/2026

Reçu en préfecture le 24/02/2026

Publié le

ID : 058-200067882-20260205-2026_BU_020-DE





Les moyens mutualisés de l'Etablissement seront sollicités avec l'appui technique du chargé mission continuité écologique, la SIGiste, la chargée de communication et le service administratif. Les moyens humains mis à dispositions par l'EP Loire, hors chargé de mission de l'AT, sont estimés à 0,1 ETP.

En tant que structure porteuse, l'EP Loire portera également :

- La coordination des actions de communication ;
- La formation des élus aux enjeux eau et milieux aquatiques ;
- La mise en œuvre d'action de concertation sur la question de la gestion raisonnée de la ressource en eau ;
- L'étude d'aide à l'organisation territoriale (étude de gouvernance) ;
- L'étude bilan de la stratégie territoriale 2022-2028 ;
- L'étude de suivi de l'évolution de la dynamique fluviale ;
- La protection réglementaire de l'espace de mobilité admis de la Loire.

Ces actions portées seront présentées et soumises à validation lors de Comité de Pilotage (COPIL) voire de Comités(s) technique(s) (COTECH) au cours de la période 2026-2028. Chaque maître d'ouvrage contribuera à la valorisation des actions réalisées. Chaque élément de communication issu de l'Accord de Territoire devra veiller à rappeler les objectifs stratégiques et l'ensemble des actions en liens avec la thématique abordée en mutualisant autant que de possible les sujets abordés.

L'EP Loire est responsable de la passation et de l'exécution des seuls marchés relatifs aux opérations dont la réalisation lui a été confiée par les cosignataires et celles qui porte en tant porteur de projet à part entière.

Dans le respect du Code des Marchés Publics et des textes pris pour son application, l'EP Loire est seul compétent pour organiser l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants dans le cadre de la passation du ou des marchés nécessaires à la réalisation de l'opération, signer, notifier les marchés et suivre leur exécution.

L'EP Loire est chargé du montage et du suivi (jusqu'à la demande de solde) des dossiers de demandes de subventions potentielles dont il pourrait bénéficier au titre des actions qu'il porte directement.

Chaque maître d'ouvrage d'actions inscrit à l'Accord de Territoire est tenu de réaliser les demandes de financements auprès des financeurs identifiés et en accord avec les éléments techniques validés dans la présente stratégie puis annuellement en COPIL.

ARTICLE 4 : SUIVI DU CONTRAT TERRITORIAL

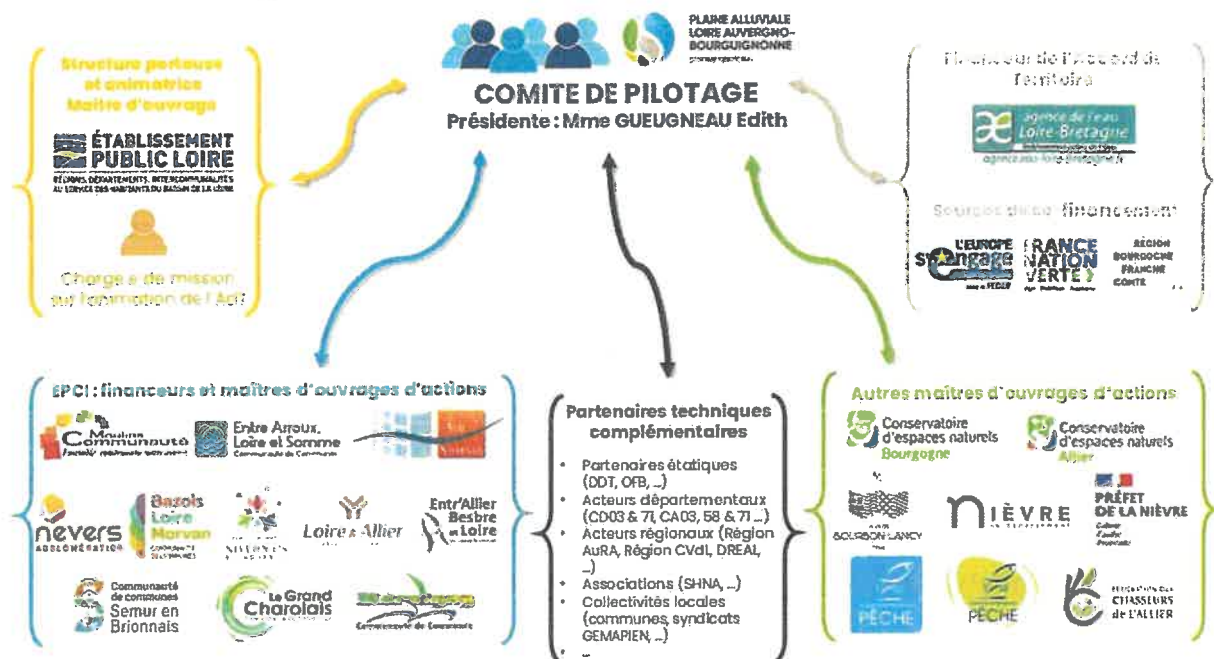
Pour suivre cet Accord de Territoire, l'EP Loire organise et anime des réunions du COPIL, et au besoin de comité(s) technique(s), composés des représentants des EPCI concernés, d'usagers, de partenaires techniques et financiers dont des services et établissement de l'Etat.

L'EP Loire informe de manière complète et totale les cosignataires sur le déroulement des éléments de sa mission.

Annuellement, l'EP Loire établira et présentera au COPIL un rapport relatif à l'état d'avancement de l'ensemble des actions inscrites au contrat. De plus, un bilan d'exécution de l'accord de territoire aux termes de la finalisation de la stratégie territoriale 2022-2028 sera rédigé avec la possibilité de faire appel à des prestataires extérieurs.

Ces comités se réuniront autant que nécessaire pour le bon déroulement du projet.

Le schéma suivant présente à titre informatif les membres du Comité de Pilotage.



ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

Les cosignataires s'engagent à :

- ✓ **Associer les communes** dont au moins une partie de territoire communal est concerné par le périmètre du contrat ;
- ✓ **Mobiliser les moyens financiers utiles** au bon déroulement de la mise en œuvre de l'Accord de Territoire ;
- ✓ **Autoriser l'EP Loire à conduire la mise en œuvre** générale des opérations du programme sur son territoire impliquant : une présence sur le terrain, la réalisation d'études dans le cadre de marchés publics ou en régie publique par les propres services de l'EP Loire, le suivi de l'opération et des milieux, l'acquisition et la valorisation de données, etc. ;
- ✓ **Communiquer**, dans la mesure du possible, sur cette mission et le rôle de coordination confié à l'EP Loire, auprès des administrés et usagers de son territoire ;
- ✓ **Participer pleinement aux travaux du comité de pilotage** comme étant un propre maître d'ouvrage du projet sur son territoire.

L'EP Loire s'engage à :

- ✓ **Partager** avec les cosignataires les **données collectées**, les **rapports d'études**, etc. ;
- ✓ **Dédier** aux missions qui lui sont confiées les **moyens humains et matériels** nécessaires ;
- ✓ **Associer les cosignataires** à la **réflexion** et aux **décisions** et ce à toutes les étapes du projet, notamment par l'intermédiaire du COPIL dont la composition est définie à l'article 4.

Envoyé en préfecture le 24/02/2026

Reçu en préfecture le 24/02/2026

Publié le

ID : 058-200067882-20260205-2026_BU_020-DE

S²LO



ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

En préambule, de présentation des dispositions financières il est exposé que :

- L'ensemble des montants sont prévisionnels et donnés à titre indicatifs. Ces derniers pourront être réajustés en fonction des dépenses réelles et des subventions effectivement obtenues ;
- Un glissement des dépenses d'un poste de dépenses à un autre est possible ;
- La clef de répartition du reste à charge proposée est contractuelle ;
- Pour le cas spécifique des études (bilan et appui à l'organisation territoriale, étude de dynamique fluviale, ...), l'animateur.trice de la démarche territoriale s'engagera à mobiliser les moyens nécessaires pour rechercher d'autres sources de cofinancement dès que cela sera possible ;
- En cas de modification à la hausse des dépenses retenues, un avenant à la présente convention sera établi et soumis à validation de l'ensemble des cosignataires.

ARTICLE 6.1 : Répartition des dépenses et de leur financement

Les clauses de répartition des dépenses et de leur financement sont les suivantes :

➤ Les dépenses à engager, relatives à la présente convention, concernent :

- o La rémunération de l'agent en charge de l'animation et la coordination de la démarche territoriale PALAB intégrant les frais de fonctionnement liés à l'opération (frais de déplacement, loyers, ...) chiffrée à 169 500€ selon le découpage annuel suivant :

	2026	2027	2028	TOTAL
Animation et frais de fonctionnement	56 500€	56 500€	56 500€	169 500€

Le plan de financement associé à ces dépenses est le suivant : 60% AELB et 40% de répartition entre les EPCI du territoire selon le taux de participation des cosignataires.

- o Les opérations de communication autour de l'Accord Territorial (création et hébergement d'un site internet, journal de la démarche territoriale et impressions de plaquettes, publications, location de stands, visites de sites, etc.) chiffrées à 24 200€ selon le découpage annuel suivant :

	2026	2027	2028	TOTAL
Communication	5 000€	4 600€	14 600€	24 200€

Le plan de financement associé à ces dépenses est le suivant : 50% AELB et 50% de répartition entre les EPCI du territoire selon le taux de participation des cosignataires.

- o La concertation autour de la mise en œuvre d'une démarche de gestion raisonnée et équilibrée de la ressource en eau chiffrée à 8 000€ selon le découpage annuel suivant :

	2026	2027	2028	TOTAL
Concertation ressource en eau	0€	4 000€	4 000€	8 000€

Le plan de financement associé à ces dépenses est le suivant : 50% AELB et 50% de répartition entre les EPCI du territoire selon le taux de participation des cosignataires.



- Des opérations de formation des élus aux enjeux eau et milieux aquatiques chiffrée à 8 000€ selon le découpage annuel suivant :

	2026	2027	2028	TOTAL
Formation des élus aux enjeux eaux et milieux aquatiques	6 000€	1 000€	1 000€	8 000€

Le plan de financement associé à ces dépenses est le suivant : 50% AELB et 50% de répartition entre les EPCI du territoire selon le taux de participation des cosignataires.

- L'étude d'aide à l'organisation territoriale (étude de gouvernance) chiffrée à 60 000€ selon le découpage annuel suivant :

	2026	2027	2028	TOTAL
Etude d'aide à l'organisation territoriale		60 000€		60 000€

Le plan de financement associé à ces dépenses est le suivant : 50% AELB et 50% de répartition entre les EPCI du territoire selon le taux de participation des cosignataires.

- L'étude bilan de la réalisation de la stratégie de territoire 2022-2028 chiffrée à 20 000€ selon le découpage annuel suivant :

	2026	2027	2028	TOTAL
Etude bilan			20 000€	20 000€

Le plan de financement associé à ces dépenses est le suivant : 50% AELB et 50% de répartition entre les EPCI du territoire selon le taux de participation des cosignataires.

- L'étude de suivi de l'évolution de la dynamique fluviale chiffrée à 145 400€ selon le découpage annuel suivant :

	2026	2027	2028	TOTAL
Etude et suivi de l'évolution de la dynamique fluviale	145 400€			145 400€

Le plan de financement associé à ces dépenses est le suivant : 50% AELB et 50% FEDER.

- La protection réglementaire de l'espace de mobilité admis de la Loire chiffrée à 20 000€ selon le découpage annuel suivant :

	2026	2027	2028	TOTAL
Protection réglementaire de l'espace de mobilité admis de la Loire			20 000€	20 000€

Le plan de financement associé à ces dépenses est le suivant : 50% AELB et 50% non définie (en recherche de cofinancement).

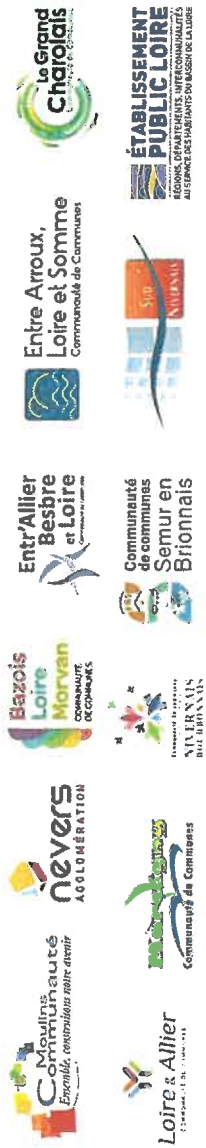
Envoyé en préfecture le 24/02/2026

Reçu en préfecture le 24/02/2026

Publié le

ID : 058-200067882-20260205-2026_BU_020-DE

S²LO



Les montants estimatifs annuels et les participations attendues des partenaires financiers sont présentés dans le tableau suivant :

Poste dépense	Agence de l'eau		EPCI*		Autre financeur			TOTAL
	Taux	Montant	Taux	Montant	Désignation	Taux	Montant	
Animation	60%	101 700€	40%	67 800€	/	0%	0€	168 500€
Communication	50%	12 100€	50%	12 100€	/	0%	0€	24 200€
Concertation ressource eau	50%	4 000€	50%	4 000€	/	0%	0€	8 000€
Formation élus enjeux eau et milieux aquatiques	50%	4 000€	50%	4 000€	/	0%	0€	8 000€
Etude d'appui à l'organisation territoriale	50%	30 000€	50%	30 000€	/	0%	0€	60 000€
Etude bilan	50%	10 000€	50%	10 000€	/	0%	0€	20 000€
Etude de suivi évolution de la dynamique fluviale	50%	72 700€	0%	0€	FEDER	50%	72 200€	145 400€
Protection réglementaire espace mobilité admis Loire	50%	10 000€	0%	0€	Non définie	50%	10 000€	20 000€
TOTAL	/	244 500€	/	127 900€	Divers	/	82 200€	455 100€

Par application de la clé de répartition, révisée lors du Comité de Pilotage du 4 décembre 2025, la participation annuelle attendue des EPCI dans la présente convention pour la mise en œuvre commune des actions de l'accord de territoire PALAB est la suivante :

EPCI*	Taux participation	Montant de participation attendue			TOTAL
		2026	2027	2028	
CA Moulins Communauté	5,16%	1 448,84 €	2 959,55 €	2 186,15 €	6 594,54 €
CA Nevers Agglomération	25,01%	7 027,80 €	14 355,72 €	10 604,22 €	31 987,74 €
CC Bazois Loire Marvan	5,21%	1 463,20 €	2 988,88 €	2 207,82 €	6 659,90 €
CC Entr'Allier Besbre et Loire	7,68%	2 156,74 €	4 405,58 €	3 254,30 €	9 816,61 €
CC Entre Arroux, Loire et Somme	9,63%	2 706,25 €	5 528,07 €	4 083,46 €	12 317,78 €
CC Le Grand Charolais	16,23%	4 561,75 €	9 318,31 €	6 883,21 €	20 763,27 €
CC Loire et Allier	3,33%	936,35 €	1 912,68 €	1 412,85 €	4 261,87 €
CC Marcigny	6,63%	1 864,20 €	3 808,01 €	2 812,89 €	8 485,10 €
CC Nivernais Bourbonnais	1,38%	388,82 €	794,24 €	586,69 €	1 769,75 €
CC de Semur-en-Brionnais	1,22%	343,63 €	701,93 €	518,50 €	1 564,05 €
CC Sud Nivernais	18,51%	5 202,43 €	10 627,03 €	7 849,93 €	23 679,39 €
TOTAL	100%	28 100,00€	57 400,00€	42 400,00€	127 900,00€

*Il est rappelé que la participation des EPCI pourra être réduite en cas d'obtention d'autres financements.

Envoyé en préfecture le 24/02/2026

Reçu en préfecture le 24/02/2026

Publié le

ID : 058-200067882-20260205-2026_BU_020-DE





- En cas de modification des modalités d'attribution des aides mobilisables, la répartition du reste à charge (subventions déduites) entre les différents EPCI se fera selon la clé de répartition suivante :
 - La population communale (INSEE) ramenée à la surface communale située sur le territoire de l'Accord de Territoire (cf. carte en annexe), avec une pondération de 40% ;
 - Le linéaire de cours d'eau sur le périmètre de l'AT avec une pondération de 40% pour l'axe Loire et une pondération de 20% pour les affluents.

Article 6.2 : Financement des opérations réalisées par l'EP Loire en tant que coordonnateur du CT et modalités de paiement

Les montants prévisionnels, indiqués à l'article 6.1 de la présente convention, sont susceptibles d'être éligibles aux subventions de financeurs tels que l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, le FEDER, les Départements, les Régions, etc. Les taux des aides financières sur ces différents postes de dépenses peuvent être amenés à évoluer en fonction des modalités de chaque financeur potentiel. Le montant restant à charge est donc, lui aussi, susceptible de varier.

Le montant restant à charge, une fois les subventions déduites, sera, si besoin, réparti entre les différents EPCI concernés d'après la clef de répartition fixée à l'article 6.1 de la présente convention. Les cosignataires s'engagent à procéder au remboursement des coûts à sa charge ainsi calculés.

Ce remboursement intervient selon les modalités suivantes :

- Avant le 15 mars de l'année n+1, l'EP Loire fournira à chaque cosignataire un état récapitulatif des dépenses réellement engagées et lui demandera le versement de sa participation dans un délai de 2 mois ;
- Les versements seront effectués par mandats administratifs au profit de l'EP Loire. L'agent comptable est M. le Trésorier Principal d'Orléans.

Article 6.3 : Contrôle financier et comptable

Pendant toute la durée de la convention, les cosignataires pourront effectuer tout contrôle technique, financier ou comptable qu'ils jugeront utile.

En fin de mission, l'EP Loire établit et remet aux cosignataires un bilan financier de l'opération qui comporte le détail de toutes les dépenses réalisées et recettes obtenues. Le bilan financier devient définitif après accord de chaque cosignataire et donne lieu, si nécessaire, à régularisation du solde des comptes entre les parties conformément à l'article 6.2 de la présente convention.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITE

Tout agent de l'EP Loire chargé de la réalisation de cette mission est couvert par l'assurance de l'EP Loire.

L'EP Loire gère les éventuelles mises en cause des responsabilités et éventuels contentieux liés à l'exécution des marchés publics.

La mission de l'EP Loire est limitée à la durée de réalisation de l'opération 2026–2028. Au terme de la convention, chaque signataire recouvrera l'ensemble de ses attributions et responsabilités.



ARTICLE 8 : PENALITES

Les parties conviennent que l'EP Loire n'encourt aucune pénalité au titre de la présente mission.

ARTICLE 9 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2026 pour assurer la continuité dans le financement du poste d'animation et des frais de fonctionnement associés et couvrira intégralement les années 2026 à 2028. L'approbation de la convention prendra la forme d'une signature du Président, de la Présidente ou d'un.e représentant.e disposant d'une délégation de signature pour chaque EPCI.

Dans le détail, la convention est conclue pour la durée comprenant la période de mise en œuvre opérationnelle à l'accord de Territoire à savoir pour la période 2026-2028. Une extension de la présente convention par voie d'avenant pour l'animation et les frais associées pourra être envisagée en 2029.

ARTICLE 10 : AVENANTS

La présente convention pourra faire l'objet de précisions ou d'ajustements par voie d'avenants.

ARTICLE 11 : CAPACITE D'ESTER EN JUSTICE

L'EP Loire pourra agir en justice pour le compte des cosignataires, aussi bien en tant que demandeur que de défendeur. L'EP Loire devra, avant toute action, demander l'accord des cosignataires.

ARTICLE 12 : RESILIATION

La résiliation de la convention pourra être prononcée par l'une des parties en cas de manquement grave de l'une des parties à l'une de ses obligations.

La résiliation ne pourra intervenir qu'après un délai de 6 mois initié par une mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

La période de 6 mois devra être mise à profit par les deux parties pour rechercher une solution par conciliation amiable.

Chaque cosignataire, avisé en continu de l'avancement des engagements, reste redevable des coûts restants à sa charge engagés antérieurement par l'EP Loire.

En cas d'arrêt de l'action mutualisée du fait d'un des cosignataires, les frais liés à l'arrêt de la mission (frais d'indemnisation, etc.) seront pris en charge par l'ensemble des cosignataires suivant la clef de répartition définie à l'article 5.1 de la présente convention.

ARTICLE 13 : LITIGES

A défaut d'accord amiable, tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera du ressort du Tribunal Administratif d'Orléans.

Envoyé en préfecture le 24/02/2026

Reçu en préfecture le 24/02/2026

Publié le

ID : 058-200067882-20260205-2026_BU_020-DE

S²LO



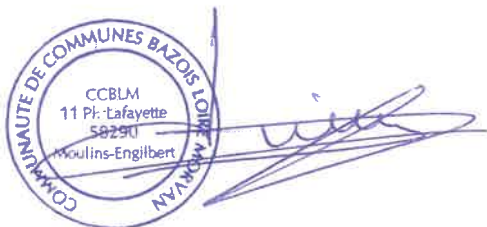
Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Fait à _____, le _____.

**Le Président de la Communauté
d'Agglomération Moulines Communauté**
Monsieur PERISSOL Pierre-André

**Le Président de la Communauté
d'Agglomération Nevers Agglomération**
Monsieur THURIOT Denis

**Le Président de la Communauté de
Communes Bazois Loire Morvan**
Monsieur CAILLOT Serge



**Le Président de la Communauté de
Communes Entr'Allier Besbre et Loire**
Monsieur LITAUDON Roger

**Le Président de la Communauté de
Communes Entre Arroux Loire et Somme**
Monsieur LOTTE Dominique

**Le Président de la Communauté de
Communes Le Grand Charolais**
Monsieur GORDAT Gérald

**Le Président de la Communauté de
Communes Loire et Allier**
Monsieur GARCIA André

**Le Président de la Communauté de
Communes de Marcigny**
Monsieur PROST Denis



**Le Président de la Communauté de
Communes Nivernais Bourbonnais**

Monsieur RIBET Yves

**Le Président de la Communauté de
Communes de Semur-en-Brionnais**

Monsieur CORDEIRO David

**La Présidente de la Communauté de
Communes Sud Nivernais**

Madame ROY Régine

Le Président de l'Etablissement Public Loire

Monsieur FRECHET Daniel

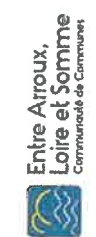
Envoyé en préfecture le 24/02/2026

Reçu en préfecture le 24/02/2026

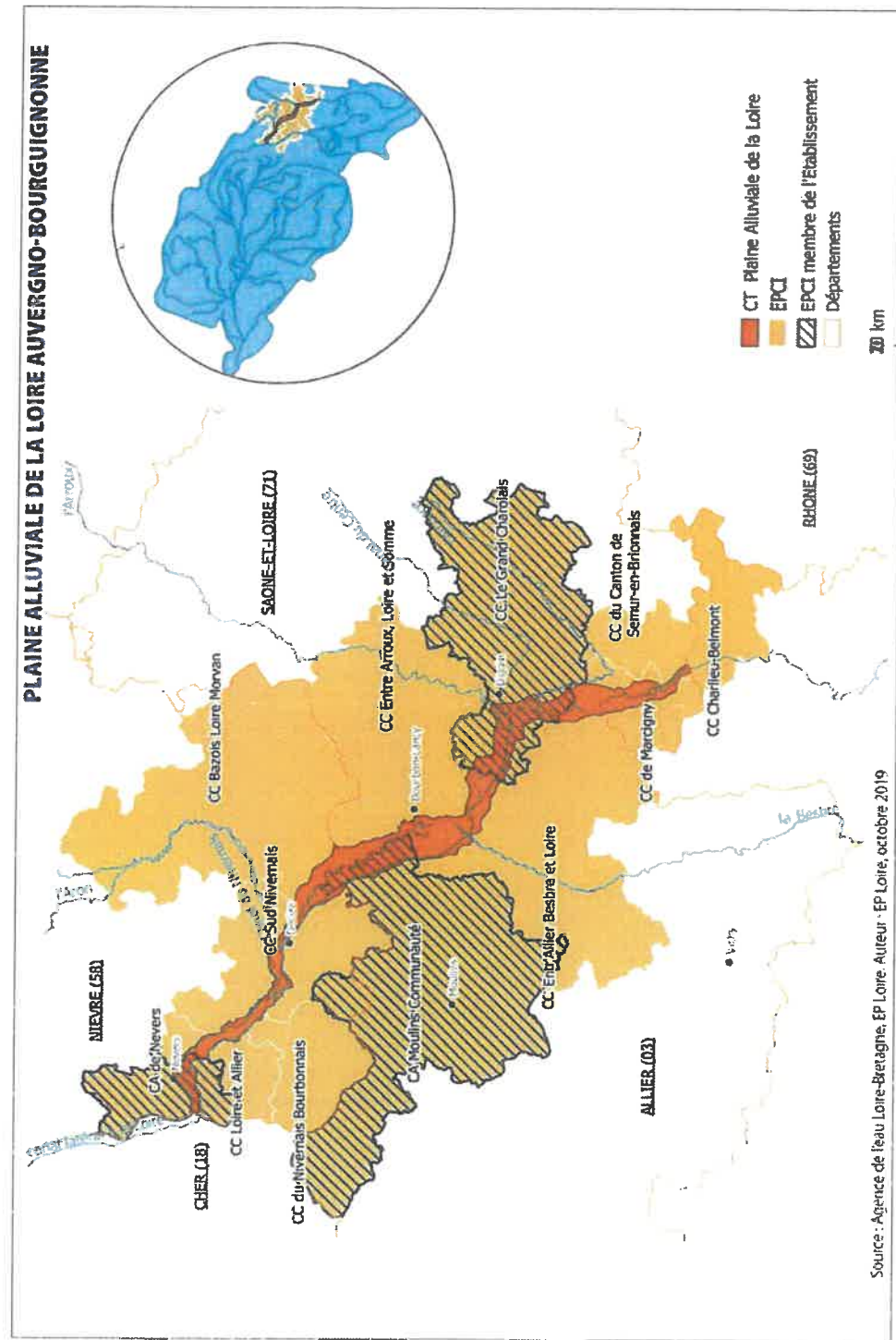
Publié le

ID : 058-200067882-20260205-2026_BU_020-DE





ANNEXE 1: CARTE DU TERRITOIRE DE LA DEMARCHE DE LA PLAINE ALLUVIALE DE LA LOIRE AUVERGNO-BOURGUIGNONNE



Envoyé en préfecture le 24/02/2026
Reçu en préfecture le 24/02/2026
Publié le
ID : 058-200067882-20260205-2026_BU_020-DE

Source : Agence de l'eau Loire-Bretagne, EP Loire-Autour, octobre 2019